

Interview: Maria de Lourdes Pintasilgo

Le plan d'action: document progressif?

Maria de Lourdes Pintasilgo, présidente de la Commission indépendante pour la population et la qualité de la vie, et ancien Premier ministre du Portugal, a publicé activement les objectifs de la Commission. Mais le Caire n'est qu'une étape sur le chemin vers l'élimination de la pauvreté et la création d'un modèle de développement soutenable.

Qu'est ce qui vous a le plus frappé pendant cette conférence?

On traite, ici, des questions qui, jusqu'à maintenant étaient l'unique responsabilité des femmes: leur sexualité, leur décision d'avoir des enfants, combien d'enfants... Le fait que ces questions aient été reprises par des hommes politiques et qu'ils aient dû en parler dans leurs discours officiels, même immédiatement à des conséquences extrêmement importantes. Tout ce qui est éducation et santé va être pris plus au sérieux.

Les pays musulmans sont, en générale, mécontents avec le texte du programme d'action, tel qu'il est. Pensez-vous qu'il ait été écrit d'un point de vue séculaire et occidentale?



Maria de Lourdes Pintasilgo, présidente de la Commission indépendante sur la population et la qualité de la vie.

la perspective des Etats-unis.

Ceci est la question clé de cette conférence. On est préoccupé avec la population globale parce qu'on se dit que si les projections moyennes se réalisent, il y aura un nombre très élevé de personnes qui n'auront pas des conditions de vie dignes. La planète, l'environnement et les systèmes de vie qui soutiennent notre propre vie humaine ne seront plus supportables. Nous avons des niveaux de consom-

mation qui ne sont pas tenables du point de vue de l'économie. Il faut regarder en face les modèles de consommation et de production de nos sociétés du Nord, et auxquels aspirent d'une façon de plus en plus intense les autorités du sud. Il nous faut d'autres théories économiques, d'autres perspectives qui nous aideront à combler cette fosse toujours plus grande entre riches et pauvres, et stopper cet épuisement de ressources, et

finaleme nt trouver des solutions pour les problèmes du Nord, comme le chômage, que nous ne savons pas vaincre. Nous sommes dans un raisonnement qui est encore celui du début de l'ère industriel.

On dit que le document n'a pas beaucoup de rapport avec la réalité des femmes du Sud. Ce document est-il trop progressif?

Non. Ce document n'est pas assez progressif. On n'a pas encore trouvé le moyen d'élaborer, au plan international, ce qui serait une façon de parler des droits de la Femme, et de sa auto-détermination qui ne soit pas, finalement, dans un langage emprunté aux hommes. Même quand on parle d'empowerment of women, beaucoup des femmes se disent "le pouvoir, si c'est pour faire la même chose que les hommes, ça nous intéresse pas". Le plus important, à mon avis, c'est que les femmes contribuent selon leur mode de vie, selon leur appréhension de la société et du monde. Il faut essayer de trouver les formulations qui exprimeraient les valeurs de différentes cultures.

Selon vous, quel est le modèle de développement qu'il nous faudrait?

Il y a vingt ans on croyait que le développement allait vaincre la pauvreté. Mais maintenant nous savons que, quand la pauvreté compte pour plus de 10 ou 15% de la population, il ne peut pas être absorbé par le

développement. Il nous faut des stratégies spécifiques contre la pauvreté.

Quelles sont ces stratégies?

A partir des expériences du passé, je dirais que, d'abord, tout le secteur informel, qui est tellement répandu dans les pays du Sud, (en Afrique il représente 60% des emplois) doit être pris au sérieux du point de vue statistique et administrative, mais aussi du point de vue de la fiscalité. En parallèle, dans la plupart des pays, qui sont encore très agricoles, il faudrait la redistribution des terres. On ne peut pas continuer comme ça, avec les terres entre les mains d'une poignée de riches. Il faut faire valoir la capacité des pauvres de créer de petites entreprises. Il faut appuyer ces initiatives, et surtout leur donner du crédit. La Commission vérifie que les pauvres sont des débiteurs beaucoup plus sérieux que les millionnaires. C'est-à-dire que dans 85% des cas les pauvres qui empruntent de l'argent, le remboursent.

En même temps il me semble qu'il faut stimuler les initiatives qui établiraient des structures pour l'éducation, la santé, et tout ce qui forme la base de la vie sociale. Ces initiatives doivent venir de la communauté mais doivent être appuyées par le gouvernement. Il faut stimuler une économie de subsistance où les pauvres passent de la survie à un minimum de suffisance. ■

Propos recueillis par Jennifer Morrow

